

# APL nantes

N° 64

Jeudi 31  
février

Bulletin régional de l'Agende de Presse Libération

Imprimerie spéciale A.P.L. Directeur Maurice Clavel. 14 rue de Bretagne Paris  
Nantes : "Librairie 71", 29 rue Jean Jaurès. Abonnement 10 francs minimum à  
l'ordre de la Librairie 71. Le Numéro : 1 franc.



ENTREPRISES :

Nantes : Le patron de la SMNV lockout les ouvriers . p;2  
PLOURAY : 17 ouvrières de l'abattoir DOUX mis à pied. p5  
chômage technique aux tricotages de Belligné. P 5

REVUE DE PRESSE :

P.66T 7

VIE VIE QUOTIDIENNE :

scandale à l'IMP de TRELAZE P.4  
inquiétude des Parents d'élèves de la  
Bugalière .  
communiqué du Théâtre Mouffetard P7  
agenda de Saint nazaire P7  
tract de la Cana

REUNIONS:

6 FEVRIER . REUNION DES COMITES DE SOUTIEN  
du CHILI P2  
calendrier

: DOSSIER:

Plateforme faite par des intérimaires de la SEMV  
" le capitalisme est pourri: 500000 chômeurs et 80000  
intérimaires". P8

LIBERTE AU FEMININ :

projection du film "Liberté au féminin".  
Réalisé avec pas mal de difficultés, dans la mesure où personne ne veut  
financer un film sur l'avortement, même dans certains milieux "progressistes"  
parce que c'est un investissement à fond perdu. Le film finalement été produit  
par R VAUTIER. Pourquoi avoir réalisé ce film :  
L'équipe du film l'explique : c'est un film d'intervention auprès des femmes qui  
découvrent que leur revendication pour la libre détermination d'elle même dé-  
bouche forcément sur un combat politique. La méthode Karman est une arme ré-  
volutionnaire, dans la mesure où elle permet de créer un état de fait qui oblige-  
ra le gouvernement à modifier la loi de 1920. cette méthode n'est en aucune façon  
une solution définitive au problème de l'avortement, et ne doit pas être considérée ni  
ni tolérée comme telle par les pouvoirs publics. Si les femmes découvrent que  
l'on peut interrompre une grossesse non désirée en se débarrassant de l'aliénant  
complexe de culpabilité, elles peuvent également se rendre compte qu'il ne  
s'agit pas d'une partie de plaisir et qu'elles doivent se mobiliser et lutter toutes  
toutes ensemble : pour l'abrogation de la loi, pour affirmer leurs droits d'être  
d'être humain autonome d'agir pour secouer la domination sous laquelle l'homme les  
maintient depuis des siècles. Liberté au féminin pose le problème de  
l'information concernant la contraception dont les femmes sont écartées ..

Enfin Liberté au féminin pose la question à toutes les femmes :  
Etes vous prêtes à vous mobiliser et à rejoindre les groupes qui militent  
en faveur de l'avortement et par là même pour la libération de la femme ?

ON PEUT LOUER CE FILM pour 100F à la MJEP  
33 Boulevard V. HUGO SAINT NAZAIR E.



NANTES : le patron de la S.M.N.V. lock-out les ouvrières qui refusent une augmentation des cadences.

(APL - 30/1) Depuis un an, les ouvrières de la S.M.N.V. (Société Manufacturière Nantaise du Vêtement, quartier St-Cément) travaillaient à la cadence de 44 pantalons à l'heure, ce qui était un avantage obtenu dans le cadre des conditions de travail.

Début 74, le patron décide de faire faire 50 pantalons à l'heure, avec une prime de 5%. Ce supplément de travail équivaut à une heure supplémentaire en 8 heures de travail et est payée 2,60 francs par jour. Le patron prétexte des commandes pressées, alors que les ouvrières ont eu une semaine de chômage fin 73 et qu'il a fait passer une note de service comme quoi il n'assurait plus de travail fin mars.

Le patron a décidé d'augmenter les cadences sans consultation du Comité d'Entreprise. La majorité des ouvrières a refusé. Suite à ce refus, le patron a fait pression sur les ouvrières en faisant intervenir son conseiller juridique, et a proposé la reprise du travail avec signature pour 50 pantalons, ou la mise à pied de 4 jours, et si récidive, le licenciement.

N'ayant pas reçu confirmation écrite, les ouvrières se sont présentées au travail le mardi matin. La direction est intervenue et a empêché les ouvrières de gagner leur poste, avec menace de faire venir la police. Les ouvrières à deux reprises ont demandé un entretien avec la direction : refus systématique du patron de dialoguer avec le représentant syndical.

Mercredi matin, les ouvrières se sont de nouveau présentées, elles n'ont pas pu gagner leur poste et le patron a refusé toute discussion. Une réunion extraordinaire a été demandée avec le C.E. et un secrétaire de la C.G.T. pour vendredi

Deux flics en civil se trouvaient devant la porte mercredi matin.

A la SMNV, il y a environ 60 ouvrières. Il y en a 30 qui ont accepté les conditions du patron, par crainte, vu qu'une partie des 30 avaient d'abord refusé les 50 pantalons par heure. Les 30 filles qui travaillent ne peuvent même pas sortir de l'atelier pendant 8 heures. Le patron leur paye le repas qu'une contremaître va chercher.

L'ambiance est très bonne dans le réfectoire où les filles lock-outées se sont réunies, on chante, on lit, on joue aux cartes. L'usine se trouve dans une impasse. L'atelier est très petit, aucune aération, ni fenêtres. Avec les presses à vapeur, la chaleur y est très pénible : 35° à cette époque, et 40° et plus l'été. Les ouvrières n'ont pas de chaises. Rester assises 8 heures sur un tabouret est très pénible.

Aucune pause n'est permise. Si on veut prendre un café, il faut faire très vite aller le prendre à l'appareil qui se trouve dans les W.C.

Beaucoup d'ouvrières habitent dans la banlieue, et il n'y a pas de prime de transport. Certaines ont 100 francs de frais de transport par mois pour un salaire moyen de 1000 francs.

NANTES : 6 FEVRIER - Réunion des comités de soutien au Chili

Au Foyer du Jeune Travailleur, le mercredi 6 Février à 20 H 30, aura lieu une réunion dans le but d'organiser la centralisation au niveau de Nantes et de la région du matériel et des moyens d'information sur le Chili; tous les comités ayant une activité de soutien à la lutte du peuple chilien sont invités à y venir pour y faire connaître le matériel et les moyens dont ils disposent.

Appel des :      Comités Chili de base  
                   Bellevue - Ste Luce - Dubigeon - Personnel des Facultés  
                   ( Soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien étudiant )



## INQUIETUDE DES PARENTS D'ELEVES DE LA BUGALLIERE

3

Janvier 1974 : - l'école maternelle est pleine et déjà une vingtaine d'inscriptions sont en attente,  
- toutes les classes primaires seront saturées à la mi-février, et les livraisons de pavillons se font toujours régulièrement.

Où iront les enfants qui vont arriver avant la fin de l'année scolaire ?

Les conditions d'accueil sont déjà loin d'être satisfaisantes ; les élèves de primaire et de maternelle n'ont pu rentrer, en septembre, que dans une école éloignée de 3 Kms, ce qui impliquait un transport au moins bi-journalier dans des cars progressivement bondés.

Ils ont ensuite déménagé le 29 Novembre pour prendre possession de leur école de la Bugallière. Les enfants de l'école maternelle devront encore changer de locaux pour passer de l'école primaire où ils sont accueillis ( classes en 1<sup>o</sup> étage, sanitaires au rez-de-chaussée ) pour gagner leurs classes définitives.

Les subventions qu'attribue la municipalité pour l'achat de matériel éducatif sont de plus, arrivées très en retard.... L'école se trouvant encore au milieu du chantier, l'accès se fait souvent dans la boue.

Comment sera assurée la sécurité de nos enfants pendant les récréations quand on sait qu'il n'a même pas été prévu de clôture autour de l'école ? Ces conditions ne sont positives ni pour les enfants, ni pour les maîtres.

Si on se réfère aux chiffres donnés par le Home Atlantique, 263 enfants seraient à accueillir en maternelle avant le 1er Avril et 300 à scolariser dans le primaire. Or, il n'y a actuellement que 3 classes maternelles et 7 classes primaires.

	Possibilité d'accueil	Enfants présents à la Bugallière au 1 <sup>er</sup> Avril 74	Enfants rejetés
<u>ECOLE MATERNELLE</u>			
l'école comprend 4 classes, actuellement	200	293	93
3 seulement fonctionnent	150	293	143
<u>ECOLE PRIMAIRE</u>			
l'école comprend 12 classes; actuellement	360	300	
7 fonctionnent	210	300	90

JUGEZ VOUS - MEME DE LA SITUATION DRAMATIQUE !

SI NOUS N'AVONS PAS DE REPONSE POSITIVE DU RECTORAT A LA RENTREE DE FEVRIER, NOUS SERONS OBLIGES DONC DE PASSER A L'ACTION .

RESTONS DONC VIGILANTS !

ET QUE DIRE DE LA RENTREE PROCHAINE .....



# Scandale à l'I.M.P. de Trélazé

## Menacé de chômage, le personnel se décide à parler...

ANGERS. — L'affaire de l'I.M.P. de la Bodinière en Trélazé (M.-et-L.) qui a éclaté hier risque de faire couler beaucoup d'encre. Bien des choses, certaines peu avouables, se sont déroulées dans cet établissement qui accueille 115 enfants; mais si l'on en ignore encore beaucoup, les langues commencent à se délier dans la période de crise où sont entrés les protagonistes de l'affaire.

M. Meas, propriétaire des lieux, fonda l'établissement en 1932 et en prit la direction. Le conseil d'administration, présidé par M. Foyer, député de Maine-et-Loire, se réunissait assez rarement et l'Action sanitaire et sociale n'exerçait, semble-t-il, aucun contrôle sérieux sur le fonctionnement de l'établissement.

En décembre dernier éclate une première crise, on apprend, au

cours d'une conférence de presse tenue par le personnel, l'arrestation du sous-directeur pour faute grave, et que le directeur, à la demande de M. Foyer, avait présenté son congé et qu'un nouveau directeur avait été nommé.

Avec l'entrée en fonction de ce nouveau directeur, tout semble rentrer dans l'ordre et puis, hier, nouvelle conférence de presse du personnel, à la suite d'une note de service de M. Foyer, annonçant la fermeture de l'établissement au 31 janvier, si une solution de reprise par une autre association n'a pu être trouvée d'ici-là.

Le personnel — 45 personnes, menacées de chômage — n'entend pas laisser les choses en l'état: il met en doute l'argument relatif à la sécurité, mis en avant par l'ancien directeur et toujours propriétaire, pour résilier le bail et surtout il décide de dire la « vérité »: on apprend que les enfants subissaient des sévices corporels, que le cachot était peine courante, que certains enfants

n'étaient jamais rentrés chez eux depuis sept ans, que la population de Trélazé en avait recueilli un certain nombre, errant transis à travers la campagne, que sept sous-directeurs s'étaient succédés en deux ans...

L'affaire est donc grave: si la situation de 45 personnes est en cause, il y va aussi de l'intérêt de 115 enfants.

### La complicité du silence

Quoi qu'il en advienne, il paraît aujourd'hui surprenant que, pendant des années, des enfants aient pu être les innocentes victimes

de méthodes éducatives à ce point répressives, sans que personne n'ait osé parler. Le personnel, qui subissait aussi et qui craignait pour son emploi, la population de Trélazé, qui, parfois, recueillait les enfants en fuite, les responsables politiques de la région, ont eu, un jour ou l'autre, connaissance des faits, les parents maintenus dans l'ignorance de la situation, l'aveuglement et le manque de rigueur des contrôles: c'est sans doute tout cela que l'on appelle la complicité du silence.

« Mais ça pourrait nous arriver à nous aussi », disait, quelques jours après, une éducatrice d'un institut similaire voisin de la Bodinière.

Le lendemain, elle était purement et simplement licenciée. Elle avait parlé. Alors ?

## A PROPOS DE...

### LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS RÉGIONALES

## La nouvelle stratégie des Nantais

La mise en place des institutions régionales a été l'occasion pour les syndicats et le patronat nantais de repréciser leurs positions respectives ou par rapport au développement économique de la région.

Le 7 janvier, jour de la mise en place du comité économique et social des Pays de la Loire, tout le monde, du président au président, M. Fisch, avait déploré que ni la C.F.D.T., ni la C.G.T., ni F.O. n'occupent les sièges qui leur étaient offerts. Les représentants de la C.G.C. et de la C.F.T.C. avaient même proposé qu'on laisse vacants, à leur intention, ceux postes de secrétaires au bureau du comité.

Il est vrai, malgré tout, que la préfecture de région avait pris la précaution de ne « solliciter » aucune candidature C.F.T. dans une région où le syndicalisme « indépendant » est combattu plus que partout ailleurs. Il est vrai aussi que la C.G.T. et la C.F.D.T. n'auraient pas dédaigné cette tribune qui représente le comité économique et social, au contraire de la C.O.P.E.R., ils n'avaient pas à s'écarter auprès d'élus locaux, donc à courir le risque de cautionner telle ou telle politique.

Une fois encore, les syndicats nantais tiennent donc un rôle d'opposants résolus, fidèles à une tradition qui les rend méfiants, pour ne pas dire hostiles, à toute forme de participation.

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont déjà annoncé la couleur en dénonçant la « mainmise » des chefs d'entreprise sur le comité économique et social. Il n'est pas exclu qu'ils soient rejoints par des organisations comme le Centre des Jeunes Agriculteurs ou les Jeunes Chambres économiques.

### Le club des patrons

Ainsi risque de se perpétuer cette bipolarisation: patronat-syndicats qui pèse depuis, si longtemps sur la vie économique et sociale de la région.

Mais, d'un autre côté, la région nantaise n'a pas connu de grèves dures depuis près de trois ans. Après le conflit des Batignolles le patronat local s'était bien juré d'éviter cette situation qui fait d'une entreprise en grève une aspece de champ clos où s'affrontent, isolé, un chef d'entreprise et les syndicats. Position qui attire inévitablement les projecteurs de l'actualité et va à la région des zéros de conduite dans tous les sondages.

De buté qu'il était, le milieu patronal nantais s'est fait manœuvrier. On le voit au printemps 1972, où il joua à fond la carte de la division syndicale aux établissements Paris en grève, favorisa la naissance d'un syndicat maison et vint financièrement en aide à la direction de l'entreprise.

Six mois plus tôt, il était allé encore plus loin dans cette politique de désamorçage des luttes sociales en incitant les pouvoirs publics à « déménager » dans les campagnes du département une usine de textile, UGECO, où les conditions de travail et le faible niveau de salaires étaient une source permanente de conflits. Ce qui fut fait.

Cette confiance en eux-mêmes, les milieux patronaux la doivent pour beaucoup à l'association Ouest-Atlantique, créée à la fin de 1970 sur l'initiative de quelques-uns d'entre eux, avec l'appui de la DATAR et du premier ministre de l'époque, M. Cheban-Delmas.

Ouest-Atlantique est partout, grâce à des « groupes de base » d'industriels implantés de Brest à Angoulême, de Cherbourg à Nantes. Une équipe permanente animée par un chargé de mission de la DATAR bat la campagne pour provoquer ou accélérer les implantations industrielles, mais aussi pour suivre les accidents du front social. Ouest-Atlantique, fait tout, du montage financier qui sauvera une entreprise en difficulté au contact avec la section syndicale de base.

Cette occupation quasi-méthodique du terrain économique et social dans toute une région irrite beaucoup d'élus locaux, qui acceptent mal de voir dressé sur eux ce bras provincial de la DATAR. La réunion à Lorient, en mai dernier, des maires de gauche de la façade atlantique l'a manifesté sans équivoque.

Quant aux responsables syndicaux, ils ont tout au plus marqué une indifférence plus à l'égard de ce « club des usines » piloté par l'Aménagement du territoire. Le fait que deux membres parmi les plus influents de l'association aient été portés à la tête des comités économiques et sociaux (M. Rouyer, P.D.G. de la Banque de Bretagne, pour le Bretagne, et M. Chavanes, P.D.G. de Leroy-Schmer, pour le Poulou-Charentais) ne contribuera probablement pas à atténuer l'image d'une association que d'aucuns jugent passablement envahissante.

MARCEL RIGU.



5  
PLOURAY : 17 OUVRIERES DE L'ABATTOIR DOUX MISES A PIED ( A.P.L. RENNES du 25-01-74 )

17 ouvrières de l'abattoir Doux de Plouray ( 56 ) qui avaient débrayé jeudi 24 en solidarité avec les grévistes de Pedervec, n'ont pu se rendre en car à leur travail, le chauffeur ayant reçu l'ordre de ne pas prendre les grévistes.

Elles se sont donc rendues à pied à l'abattoir et là elles ont appris qu'elles étaient "mises à pied" en raison de leur grève.

De plus le patron leur a donné à chacune une lettre dans laquelle les ouvrières s'engageaient désormais à ne plus faire grève". Elles ont toutes refusé de signer.

Cet incident grave (violation du droit de grève) est intervenu alors que se déroulait au même moment à Rennes les négociations entre Doux et la délégation ouvrière.

CHOMAGE TECHNIQUE AUX TRICOTAGES DE BELLIGNE - 44 - ( lu dans Ouest-France du 26-01 )

M. Larnier, le P.D.G. de l'entreprise, a déposé le bilan de la semaine dernière. Un syndic a été nommé. Le personnel est, depuis jeudi matin, en chômage technique.

Sans avoir dans l'immédiat d'objectifs précis, en raison de l'absence d'information, le personnel paraît bien décidé à tout faire pour sauvegarder l'emploi. Dans un premier temps, "nous allons alerter les pouvoirs publics". A cela plusieurs raisons ; "La crise est nationale", répètent-ils, mais en fait le coton ne manque pas. Il est stocké par des spéculateurs." Et puis, les élus locaux sont concernés: "Les ateliers de Maumusson et de La Cornuaille sont installés dans des bâtiments communaux". Enfin, reste le problème de l'emploi, en particulier de l'emploi féminin dans cette région rurale.

L'Union locale C.F.D.T. d'Ancenis a, quant à elle, promis son soutien. "Nous mettons tout en oeuvre pour obtenir la sécurité de l'emploi".

A cet effet, une réunion d'information pour le personnel se tiendra le jeudi 31 Janvier, à 10 H, à Belligné.



REVUE DE PRESSE .

6

Mercredi 23 Janvier : les producteurs de lait et de viande repren-  
nent leurs actions aujourd'hui à Ancenis .

Appel par la FDSMA à deux manifestations - mercredi à B.H.  
Rappel des revendications : prix du lait à 67 cent au lieu de 62 accordé pour  
Décembre. rattrapage de 2 cent pour les mois d'été .  
pour l'année, arrêt immédiat des importations  
prix du kg à IIF.

Les paysans travailleurs entendent également discuter avec les ouvriers  
de la CAMA ...convaincus que nos intérêts sont communs ... comme vous  
nous sommes des travailleurs, nous comptons obtenir deux paies décentes .

Jeudi 24 Janvier : Affrontement à la CAMA /le président, le Directeur  
et 4 administrateurs retenus par 200 manifestants .

A l'appel des sections syndicales, 200 agriculteurs ont manifesté  
devant la CAMA . Le ton a été donné par les Paysans travailleurs, expli-  
quant que leur problème est celui de tous les travailleurs .  
" C'est le même processus que pour les ouvriers " . Il faut augmenter  
notre production, donc notre cadence pour maintenir nos revenus " . La  
discussion avec le président, le directeur et 4 administrateurs dura tout  
l'après midi . Les agriculteurs mirent en cause la coopérative, qui comme  
toutes les entreprises représente pas l'intérêt des travailleurs mais plu-  
tôt du capitalisme . Les agriculteurs mirent également en cause le salaire  
de certains administratifs que le président refuse de révéler .

Vendredi 25 JANVIER : Les problèmes de l'emploi aux Forges de BASSE INDRE .  
Des menaces de licenciements pèsent sur certaines catégories d'employés des  
Etablissements JJ CARNOT . De plus la direction générale n'ayant pas changé  
de position sont sur le pouvoir que sur la réduction du temps de travail ,  
les syndicats ont décidé un arrêt de travail, le vendredi 25 Janvier pen-  
dant quelques heures . De plus les organisations syndicales ont envoyé une  
lettre au Préfet. Sur le problème de l'emploi : position de licenciement de  
10% des effectifs ( 320 à 370 emplois de BASSE INDRE et NANTES .

Samedi 26 Janvier : Face à la crise économique, la confédération syndicale  
des familles = priorité à la sauvegarde du pouvoir d'achat des familles .

dénonce la situation de crise économique, dont les responsables sont  
les forces politiques des grandes puissances industrielles et, l'orientation  
des investissements dont le but principal est le profit pour les capitalistes .

La CSF demande: un SMIC social, revenu social familial minimum  
réduction TVA .

de bloquer les marges de la production à la distri-  
bution .

Lundi 28 Janvier : CERIZAY : l'aide publique accordée aux anciens grévistes  
licenciés : allocation chômage a été accordée aux 21 licenciés à partir du 5  
Janvier . La CFDT conteste cette date, car le licenciement date du 4 Dé-  
cembre et rejette l'argument du directeur départemental justifiant ce déca-  
lage, par le fait que l'employeur a versé deux mois de salaire aux ou-  
vriers ( ce qui représentait l'amende pour licenciements dans des formes  
illégales .)



REVUE DE PRESSE '( suite):

7

La CFDT considère qu'en aucun cas , l'amende à laquelle a été condamné l'em--  
ployeur ne peut être considérée comme un salaire . D'autre part, deux plaintes  
pour licenciements abusifs va être déposée devant le tribunal de Bressuire .

CONFLIT DES ABATTOIRS DE PEDERNEC: Les grévistes consultés ce matin , après  
l'échec de la tentative de conciliation ...

Plus de 200 personnes ont défilé samedi après midi dans les rues de Guin-  
gamp.. Des soutiens ont été apporté aux grévistes des entreprises locales , aussi  
quelques différentes villes du département .

La situation semble dans l'impasse au bout de huit semaines de grève après  
l'échec de nouvelles négociations .

Mardi 29 Janvier:

Poursuite de la grève aux abattoirs Doux de PEDERNEC . A la suite de l'é-  
chec de la tentative de conciliation à Rennes , Samedi.

Sur 61 votants , 60 se sont prononcés pour la poursuite de la grève.

=====  
communiqué: LE THEATRE MOUFFETARD.

Les représentations de " J'ai confiance en la justice de mon pays " se  
poursuivront jusqu'à début mars. La troupe qui vient de refuser "de déposer" une  
demande de subvention auprès des affaires culturelles " aimerait bien partir  
en tournée en province , dans les Maisons de Jeunes et de la culture du pays.

MJC n'attendez pas pour les contacter .....

76 rue Mouffetard 75004 PARIS.

=====  
Agenda de saint nazaire :

Samedi 2 février: projection débat sur l'Albanie présentée par l'Association  
des amitiés franco-albanaises . A 15H30 au foyer de jeunes et d'éducation  
populaire du GALO . 2 ALLEE DES PRIMEVERES (face au Famiprix de la Tréballe .

A la MJEP : cinema le 6 FÉVRIER " COUPS POUR COUPS" à 21H

le 9 FÉVRIER à 23H30 "la femme du sable"

=====



# ALAIN JAUBERT A NANTES LE 1<sup>er</sup> FEVRIER

COPONDATEUR AVEC JEAN-PAUL SARTRE ET MAURICE CLAVEL DE L'AGENCE DE PRESSE " LIBERATION ", ANCIEN JOURNALISTE DE L'ORTF LICENCIE EN 1968, ALAIN JAUBERT EST SURTOUT CONNU POUR LA REPRESSION POLICIERE QU'IL A SUBIE IL Y A TROIS ANS.

AU COURS D'UN REPORTAGE, IL MONTA DANS UN CAR DE POLICE POUR ACCOMPAGNER UN BLESSE E L'HOPITAL. IL EN FUT REJETE UNE HEURE PLUS TARD, SAUVAGEMENT MATRAQUE.

ACTUELLEMENT JOURNALISTE SCIENTIFIQUE COLLABORANT ENTRE AUTRE A POLITIQUE HERDO, IL EST L'AUTEUR A VEC LEVY LEBLOND DE L'OUVRAGE (AUTO)-CRITIQUE DE LA SCIENCE. SON DERNIER LIVRE, DOSSIER D COMME DROGUE, EST UNE ANALYSE FOUILLEE DES RAPPORTS ENTRE MILIEU POLITIQUE ET LE " MILIEU "

DROGUE, PROSTITUTION, CORRUPTION, SONT DES ACTIVITES INSTI-TUTIONNALISEES GRACE A UN VASTE RESEAU DE COMPLICITES, DONT LES RAMIFICATIONS S'ETENDENT A TOUS LES NIVEAUX DU POUVOIR.

LA PARUTION DE CE LIVRE N'A PAS ETE SANS PROBLEME. LE LUNDI 4 JUIN 1973, A 19 HEURES, UN VISITEUR DEMANDE A ETRE RECU IMMEDIATEMENT. IL SE PRESEN-TE COMME UN AMI DE CELUI QUE LES AMERICAINS APPELLENT " MONSIEUR HEROINE ". SON NOM : SYLVIO GALARDI. LE BUT DE SA VISITE : DISSUADER ALAIN MOREAU, L'EDITEUR, DE PUBLIER CET OUVRAGE ET DE METTRE EN CAUSE " MR HEROINE ". SYLVIO GALARDI PROPOSAIT DE DEDOMMAGER LARGEMENT ALAIN MOREAU DES FRAIS ENGAGES. DANS LE CAS CONTRAIRE, " ON " NE LE MENACAIT PAS PHYSIQUEMENT, MAIS.... DE PLUS ALAIN MOREAU EST ACTUELLEMENT POURSUIVI PAR MONSIEUR SANGUINETTI, ACTUEL PRESIDENT DE L'UDR POUR LA PUBLICATION DU DOSSIER S COMME SANGUINETTI.

APRES LES AFFAIRES BEN BARKA, MARKOVICK, LES SCANDALESIM-MOBILIERS, LA MULTIPLICATION DES ECOUTES TELEPHONIQUES ET LA MISE EN FICHES DES CITOYENS ..., NOUS AVONS LE DROIT DE NOUS POSER CERTAINES QUESTIONS SUR D'OBSCURES PRATIQUES DU POUVOIR QUI NOUS GOUVERNE.

A L A I N J A U B E R T SERA A NANTES LE 1er FEVRIER 1974  
=====

L'APRES-MIDI A PARTIR DE 15 H 30  
IL SERA A LA LIBRAIRIE 71,  
29 RUE JEAN JAURES A NA NTES

LE SOIR A 20 H 30, A LA  
FRATERNITE PROTESTANTE,  
2 RUE DE L'AMIRAL - DUCHAFFAULT  
A NANTES, IL ANIMERA UNE  
ASSEMBLEE - DEBAT



Lors d'une manifestation de producteurs de lait le 23 Janvier devant la C.A.N.A ; les paysans-travailleurs sont rentrés dans l'entreprise et ont distribués le tract suivant aux ouvriers de la C.A.N.A.

#### OUVRIERS DE LA C.N.N.A.

Aujourd'hui des paysans viennent discuter avec vous sur les lieux de travail.

MALGRE CERTAINES APPARENCES, NOUS SOMMES CONVAINCUS QU'EN REGLE GENERALE, NOS INTERETS SONT COMMUNS ET NOUS VOULONS QU'A PARTIR DE MAINTENANT NOS LUTTES SE RE-JOIGNENT, S'UNIFIENT.

Ne vous y trompez pas : il y a une catégorie de paysans qui sont ou qui espèrent devenir des petits "chefs d'entreprise". Ils courent après les subventions, la productivité, les primes. En cas de grève ouvrière, ils sont prêts à se ranger du côté de la direction ou contre les ouvriers. Nous avons rien à voir avec ces paysans. Comme vous, NOUS SOMMES DES TRAVAILLEURS. COMME VOUS NOUS VOULONS OBTENIR UNE PAIE (DE LAIT, DE VIANDE) DECENTE. Si vous nous informez de vos revendications, vous nous trouverez à vos côtés pour faire reculer le patronat, qu'il s'agisse de la direction ou de paysans petits patrons.

Aujourd'hui, mes chiffres prouvent que la majorité des producteurs de lait touchent un revenu correspondant à un salaire hâraire inférieur à 3 francs. Pour établir une "hiérarchie" dans ce paiement du travail, la CANA a mis en place tout un système de primes qui profitent aux plus gros et que nous dénonçons. Au contraire nous demandons des pénalités pour les producteurs plus importants qui sont les principaux responsables de la surproduction.

En ce qui concerne les producteurs de viande, il n'y a plus à préciser leurs salaires: ils n'en ont pas; ils sont payés très en dessous du prix de revient; ils travaillent à perte. Nous voulons mettre fin immédiatement à ce scandale.

La direction de la CANA vous dira : si nous donnons satisfaction aux paysans, nous ne pourrons plus payer les ouvriers, c'est faux !!! NE NOUS LAISSONS PAS PRENDRE AU PIEGE DE CEUX QUI VEULENT DIVISER LES TRAVAILLEURS POUR REGNER SUR EUX. Quand vous revendiquez, vous ne vous adressez pas au ministre, au président de la République, à Bruxelles. Vous vous adressez à l'entreprise dans laquelle vous travaillez. Nous aussi ! Que ces messieurs les dirigeants s'arrangent ensuite là-haut avec leurs amis qui nous gouvernent : c'est leur affaire, pas la notre. Devant chacune de nos revendications, on nous accusera toujours, que nous soyons ouvriers ou paysans, de mettre l'entreprise en difficulté. C'est trop facile ! NOUS SOMMES CONVAINCUS AU CONTRAIRE QUE SI NOUS REVENDIQUONS ENSEMBLE ("ENSEMBLE NOUS SOMMES FORTS") NOUS GAGNERONS ET LA DIRECTION SERA CONDAMNEE A MIEUX GERER ; (TOUJOURS AMIEUX). La preuve ? En 1972, la direction nous refusait toute augmentation de lait. Il y avait déjà, disait-elle, risque de faillite ! A la fin de l'exercice, il y avait 614 millions d'excédent sur la branche lait. De qui se moque-t-on? Nous ne refusons pas les péréquations entre branches, mais nous n'acceptons pas les menottes. NOUS NE VOULONS PAS METTRE LA CANA EN FAILLITE : COMME LES OUVRIERS, BEAUCOUP DE PAYSANS ENDETTES NE S'EN RELEVERAIENT PAS. Mais nous savons que la CANA comme toutes les coopératives ne représente pas l'intérêt des travailleurs, mais plutôt celui des capitalistes : les banques (même le Crédit agricole) augmentent le taux d'intérêt : c'est autant de moins pour ceux qui travaillent. Les supermarchés paient (mal) 45 voire 90 jours après la livraison. C'est encore les travailleurs qui sont obligés de se serrer la ceinture. Et puis quel est le salaire des cadres supérieurs ? A qui profite l'entreprise ? C'EST PAR NOTRE ACTION COMMUNE QUE NOUS CHANGERONS TOUT CELA. Ce n'est pas celui qui gagne l'avoine qui la mange dit le proverbe. Si nous le voulons ensemble, nous changerons non seulement nos conditions de vie, mais le système injuste qui gouverne actuellement. Ce n'est pas par hasard que nous visons la CANA. C'est parce qu'elle paie le moins cher le lait. CANA: 62c COLARENA :63,50c ATLAIT,RIALLAND,NEGO,LA ROCHE AUX FEES : 64c FILLAUX 66c Nous demandons 67c le litre de lait, qualifié C et 11 F pour le Kg de viande. LA CANA EST UNE ORGANISATION INDUSTRIELLE QUI PEUT ET DOIT PAYER NORMALEMENT TOUS SES TRAVAILLEURS.

LES PAYSANS TRAVAILLEURS.



500 000 chômeurs + 200 000 intermédiaires

Le Capitalisme

est

pourri

---

" Juin 1973 : Sur les pancartes des  
des intermédiaires de la S.E.M.M en grève "

~~.....~~  
" Dans un an vos plumes seront plus occupées  
à écrire au sujet du désemploi que maintenant  
au sujet de la montée des prix " " giscard. "

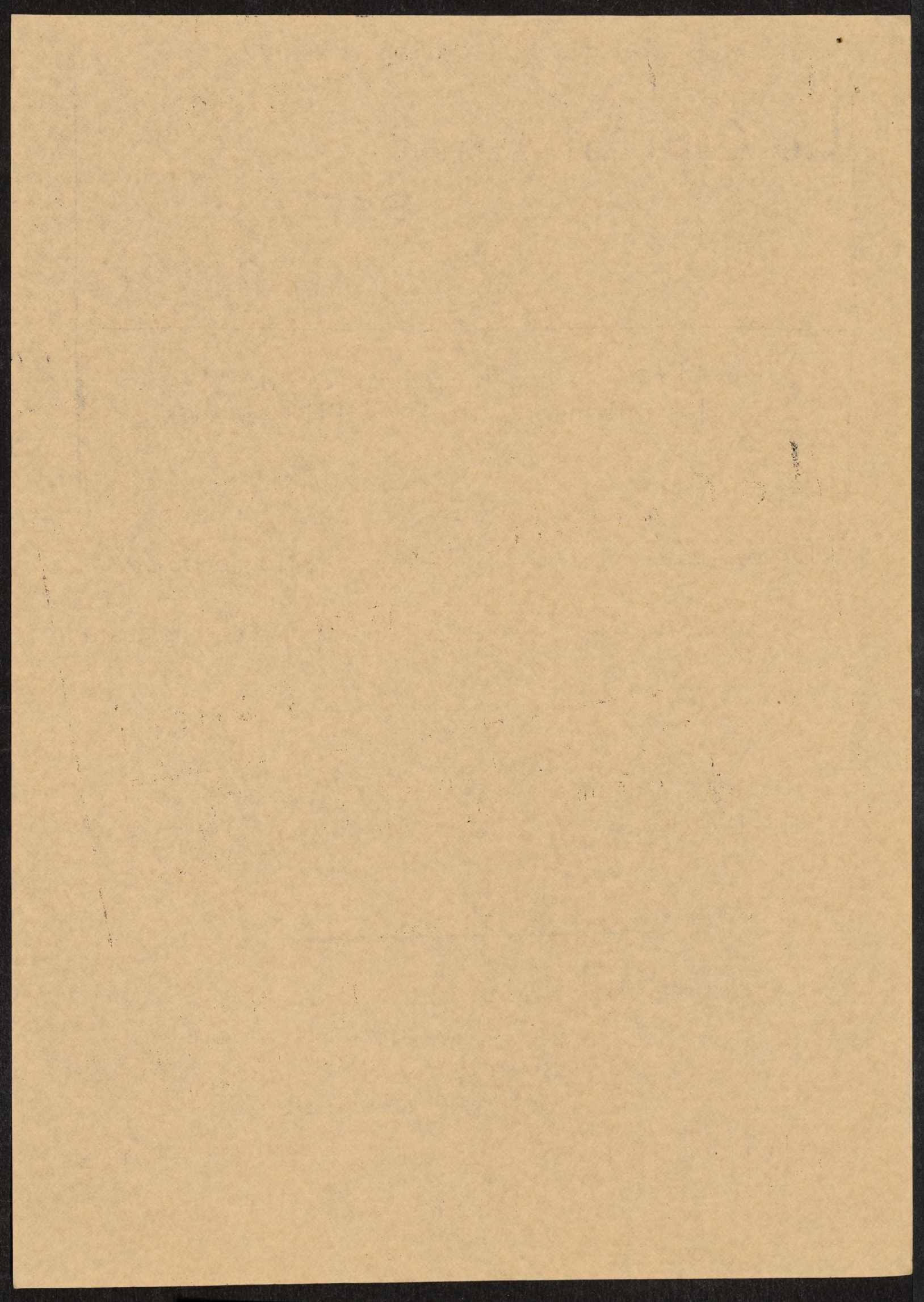
~~.....~~  
" Selon Les experts de la C.E.E.  
Le chômage doublerait d'ici 1974 " "

~~.....~~  
" L'éclair annonce  
150 intermédiaires licenciés  
57 ouvriers et O.S sédentaires  
chez Baudet. "

NOUVELLE CRISE = NOUVELLES ARMES

! ! !







# LE PLEIN EMPLOI impossible en capitalisme

Outre le chômage régulier provoqué par la déqualification et de l'automatisation de tous les secteurs de l'économie.

Outre ce volant de chômage, que l'économie entretient volontairement afin de faire pression sur les salaires

Nous entrons dans une période de grande insécurité consécutive du blocage du pétrole

Cette période sera marquée par un chômage accru, et par un développement encore plus grand du travail temporaire.

Il ne faut donc pas s'attendre à une disparition miracle de l'intérim, mais bien au contraire à son développement. Il faudra donc lutter. Et chacun reconnaîtra que lutter contre le travail temporaire, avoir des résultats positifs n'est pas facile.

Pour combattre efficacement un ennemi, il faut le connaître

Nous ne pouvons continuer à répéter que les patrons des boîtes sont des sa-lauds, des négriers des temps modernes, des marchands de viande. Ceci est vrai et notre haine contre eux est justifiée. Mais tant que nous ne disons que ça, nous nous attaquons aux effets du mal et PAS A SA RACINE.

La racine du mal, c'est trouver :

- 1° Quelle est la raison d'être du travail temporaire. C'est à dire pourquoi le plein emploi n'est jamais réalisé en système capitaliste.

- 2° L'intérim c'est l'organisation et l'exploitation du chômage.

Une fois que tout ça est bien établi, il faut trouver les ou les revendications qui seront payantes pour les victimes ; et les victimes de l'intérim c'est aussi bien les intérimaires que les travailleurs sédentaires. Il faut aussi trouver les modes d'action qui pourront nous amener la victoire.

**LA CAUSE FONDAMENTALE DU TRAVAIL INTERIMAIRE, C'EST QUE LE PLEIN EMPLOI N'EXISTE JAMAIS EN SYSTEME CAPITALISTE.**

⚡ - Jusque vers les années 20, le système capitaliste se développait sans difficultés majeures. Et pourtant déjà le plein emploi n'existe pas. Les paysans étaient ruinés en masse et formaient cette masse industrielles de réserve dans laquelle les capitalistes puisaient en fonction des besoins de leurs entreprises.



Déjà ce système, pourtant tout neuf, se grippait à période régulière. C'était les crises cycliques : les ouvriers se trouvaient en chômage parce- qu'ils avaient trop produit. Ces marchandises ne trouvaient pas d'acquéreur faute d'argent dans la poche des prolétaires. La production jusqu'alors avait toujours augmentée en augmentant le nombre d'ouvriers pour la faire.

X - Vers les années 20, un phénomène nouveau apparaît :

LA PRODUCTION CROIT EN LE DE TEMPS QUE LE CHOMAGE !

Et ceci vient tout droit de l'introduction croissante des machines dans les entreprises. En 1929, éclatait la crise économique marquée par la plus formidable contradiction de tout les temps, LA MISERE DANS L'ABONDANCE.

Les usines font faillite pour avoir trop produit, les stoks de marchandises sont détruits. On dénature les produits agricoles ; les locaux marchent au café.

PENDANT CE TEMPS LA, TRENTE MILLIONS DE SALARIES SONT EN CHOMAGE COMPLET ; C'EST A DIRE QUE PLUS D'UNE CENTAINE DE MILLIONS DE PERSONNES SONT <sup>SANS</sup>AUCUNE RESSOURCE.

Cette crise est bien la démonstration de l'aberration du système capitaliste. Ce même système l'a surmontée par d'autres aberrations :

- le fascisme politique.
- Le malthusianisme économique.
- La guerre.

Le fascisme s'installe dans une partie de l'Europe. Les chômeurs sont tous employés dans l'industrie de l'armement, dans la police, dans l'armée.

A travers la France, les U.S.A., l'Angleterre les assemblées et les gouvernements pondent lois et décrets pour limiter la production : c'est le malthusianisme économique.

La conséquence logique de ce système malade, sera la guerre de 39-45, qui allait relancer les bonnes affaires des capitalistes. LE PLEIN EMPLOI N'EST REALISE QU'EN TEMPS DE GUERRE PAR LA PROLIFERATION DU SECTEUR ARMEMENT.

X - Et de nos jours, le progrès technique continu à éjecter les travailleurs. Par exemple, en 1972, il y a eu 40856 licenciements collectifs. Les services publics S.N.C.F. , R.A.T.P. , P.T.T., ont tous réduits leurs effectifs en général en ne remplaçant pas ceux qui partent en retraite. Il ne se passe pas un jour sans que la presse ne titre licenciements : shok-béton, Dubo, Batignolles, Ugéco, Babcock, Jouanquatin, Baudet, etc...

ET MALGRE CA LA PRODUCTION GLOBALE N'EST PAS BIEN AU CONTRAIRE.

Mais avec toutes ces nouvelles techniques, comme les dernières usines de Creusot-Loire entièrement automatisées, comme l'usine de nos , avec toutes ces concentrations et fusions qui emploient les dernières inventions de la technique, on devrait avoir un chômage de crise type 1929. or ce n'est pas le cas. Les chiffres officiels annoncent en mars 73, 393700 chômeurs. C'est que le système capitaliste a tenu compte de ses déboires de 1929-30.



- Pour ne pas se retrouver avec des stocks de marchandises invendables il a développé le crédit qui permet l'écoulement rapide des marchandises. Actuellement aux U.S.A. le crédit a trois avances sur la production : ceci veut dire, qu'on a fini par exemple la gamme 73 avant d'avoir commencé à recevoir de l'argent de la gamme 71.

- Pour vendre n'importe quoi et à tout prix, il a développé la publicité. Ce secteur, c'est bien des emplois : le dessinateur, le colleur, le V.R.P., les dactylos des agences de pub, les agents de marketing...

- Pour vendre à tout prix, il a créé des acheteurs : les travailleurs de l'industrie d'armement. C'est l'explication de la fabrication et de l'exportation à outrance. Des armements qui procurent des profits énormes, par exemple à Dassault et qui permet d'autre part de distribuer du pouvoir d'achat qui n'achètera pas des armements, mais des biens de consommation, ceux-là même qu'il a grande difficulté à écouler.

- Les secteurs parasites se développent partout : assurances, agences immobilières, etc...

- Trois personnes sur dix font de la production utile.

Et malgré tous ces efforts du système pour se conserver, malgré le développement des emplois inutiles, parasites et nuisibles, qui ne sont jamais que du chômage maquillé, le plein-emploi n'existe pas, puisqu'on recensait 393700 chômeurs en mars 73. Et ce chiffre est bien au-dessous de la réalité, car il ne compte pas :

- Les jeunes sortis du C.E.T. qui n'ont pas encore trouvé d'emploi.
- Les femmes qui désireraient travailler et qui ne s'inscrivent pas au chômage.
- Le chômage partiel qu'est l'intérim.

LE CHOMAGE EXISTE BIEN. Il y a de moins en moins de monde pour réaliser la production. Mais cette production continue à croître régulièrement. Si par exemple la production croît de 5% l'an, la productivité croît, elle, de 7%. Comme la nature du capitaliste est de toujours produire, on voit facilement que "l'expansion" est porteuse de productivité plus grande et de licenciements inévitables.

De plus, poussés par la concurrence et par un appétit insatiable de profits les capitalistes fusionnent, concentrent leurs usines et leurs capitaux en employant des moyens de production ultra-moderne, implantent des filiales dans les pays où la main-d'oeuvre est bon marché, placent leurs capitaux là où ils produiront le plus : du charbon vers le pétrole et la pétrochimie, par exemple. Tout ça se réalise qu'avec son cortège de licenciements. Mais tout ça nécessite aussi, la mobilité de l'emploi, comme ils disent. Et nous y voilà, à l'intérim.

L'intérim n'existe que parce qu'il y a chômage. L'intérim est lui même une forme de chômage : c'est du chômage partiel. C'est l'organisation et l'exploitation au mieux du chômage par les capitalistes.



## L'INTERIM C'EST L'EXPLOITATION ET L'ORGANISATION DU CHOMAGE.

Le travail temporaire n'est plus un phénomène marginal de l'exploitation capitaliste. Après mai 68, le nombre de boîtes intérimaires a été multiplié par 15 un peu près.

### QUI SONT

### LES TRAVAILLEURS INTERIMAIRES?

Une idée qui court c'est que : "si on est intérimaire, c'est qu'on le veut bien" que "les intérimaires sont bien payés", que "les intérimaires, on n'en a rien à foutre".

Il existe une mince frange d'intérimaires qui apparemment ont un bon salaire mensuel grâce au déplacement. Ceux-là sont de moins en moins nombreux. Ce salaire ne doit d'ailleurs pas faire illusion, car il faut compter avec le temps passé en chômage. Mais la grande majorité sont des jeunes sortis du C.E.T. à qui on refuse toute embauche faute d'avoir "servi sous les drapeaux", des femmes dactylos, des employés de bureau des travailleurs immigrés. Et ceux-là ils vivent tous les jours l'insécurité et les salaires de misère. On retrouve aussi ceux qui ont été frappés par les licenciements collectifs et qui la cinquantaine passée n'ont guère d'autres solutions que les boîtes.

Selon les statistiques publiés en 68 par Manpower qui représente 20% de l'activité de toutes les boîtes en France. Sur 70 000 personnes louées

- 62,1% étaient envoyées dans l'industrie.
- 31,9% " " " l'administration.
- 6% " " " commerce.
- 25% avaient moins de 25 ans
- 25% " " 30 "
- 25% entre 30 et 39 ans
- 25% plus de 40 ans

Ici à St-Nazaire il faut s'attendre à voir le nombre d'intérimaires grossir encore à moins que ce ne soit carrément des chômeurs.

Ceux de Babcock n'ont pas tous été réembauchés par les Chantier. Viendront-ils grossir nos rangs ? Puisque l'A.N.P.E. ne se gêne pas pour envoyer les travailleurs en chômage dans les boîtes intérimaires. Quant au reclassement il boque l'embauche des jeunes pour un moment. La politique de reclassement, si elle résout momentanément les problèmes des ouvriers sur le carreau, ne résout en aucun cas les problèmes d'emplois pris globalement. Et les jeunes qui sortiraient avec C.A.P. dans la main viendront grossir les rangs de S.P.I.T., M.S.O. ou autres - on ne peut pas citer la soixantaine de boîtes. -



LE TRAVAIL TEMPORAIRE :  
C'EST DU CHOMAGE PARTIEL.

Prenons la situation ici :

- Baudet licencie environ 150 intérimaires.
- La S.E.M.H. a déjà commencée.

Les équipes d'intérimaires que la direction a envoyé sur les bancs à Creil et à Villefranche, ce sont des charrettes de condamnés. Ils ne reviendront jamais à la S.E.M.H.

- Les reclassements de Babcock, ont évacués un bon paquet d'intérimaires des Chantiers.

CE QUI VEUT DIRE QU'UN INTERIMAIRE NE TRAVAILLE JAMAIS DEUX MOIS COMPLETS.

- Il y a ceux qu'on envoie à Donges nettoyer les fours... et après ?
- Il y a ceux qu'on loue pour 2 ou 3 jours ici et là.

Toutes ces périodes chômées ne sont pas comptées dans le chômage, et pourtant ce n'est rien d'autre. De toute façon, une boîte intérimaire ne vous met jamais à la porte. Elle vous promet toujours du travail, jusqu'à ce que, dégoutés, vous vous en alliez de vous même.

- Selon l'IFOP le taux d'occupation des travailleurs temporaires est de 60 à 80%. C'est clair.

LE TRAVAIL TEMPORAIRE  
C'EST UN MOYEN PRIVILEGE POUR ORGANISER LE CHOMAGE.

Pour maintenir ou augmenter leurs profits, les capitalistes ont un moyen : exploiter au maximum chaque ouvrier. Pour ça ils intensifient le travail en exigeant de chaque ouvrier qu'il fasse toujours plus de travail dans chaque heure. Ils développent aussi le machinisme. Ainsi ils tournent avec le minimum de personnel.

Cependant à certaines périodes de pointe la production nécessite de la main-d'oeuvre supplémentaire. Les capitalistes n'ont pas intérêt à embaucher cette main-d'oeuvre comme l'autre. Il n'y a plus qu'à téléphoner aux boîtes. La production faite on renvoie tous les braves intérimaires, et on continue à pressurer au maximum les sédentaires. A la S.E.M.H. c'est tout à fait ça. C'est d'ailleurs très bien résumé par les dirigeants de manpower : "LE TRAVAIL INTERIMAIRE PERMET D'OCCUPER AU MEILLEU LE PERSONNEL FIXE DONNANT AINSI AUX ENTREPRISES LA POSSIBILITE D'EVITER DES DEPENSES INUTILES EN NE FAISANT APPEL A DU PERSONNEL DE RENFORT QUE LA STRICTE DUREE DE LEURS BESOINS EXCEPTIONNELS." C'est en ce sens que l'intérim est une attaque en règle contre la classe ouvrière.

Le développement de la crise capitaliste multiplie les "à-coups de la production" ce qui incitent les patrons à utiliser de plus en plus les intérimaires.



"Plus l'économie d'un pays est instable, plus on y gagne. Les clients n'ont pas de certitude dans les commandes. Ils ne se chargent pas de personnel et font appel à nous." Déclare le Directeur de Manpower.

#### LE TRAVAIL TEMPORAIRE

SERT LES PLANS DE RESTRUCTURATION DES TRUSTS.

"Le travail temporaire n'est pas seulement une formule commode pour résoudre les à-coups de la production. Il est aussi un moyen au service des directions du personnel pour réaliser leurs plans à longs termes." - Entreprise, Mars 70.

Par exemple : En novembre 71, 4000 ouvriers intérimaires, immigrés en majorité ont été mis à la porte de Wendol-Sidélor, en Lorraine, parce que le premier trust de l'acier se restructure : pour diminuer ses coûts de production, il installe à Fos-sur-Mer, mieux placé pour piller le minerai de fer du peuple mauritanien et il met sur pied un complexe qui avec 4000 ouvriers produira plus d'acier qu'avec les 12 000 en Lorraine. Ces 4000 intérimaires avaient été embauchés pour remplacer les travailleurs sédentaires qui avaient pris leur sac, pour aller chercher du travail ailleurs. ces 4000 lui ont permis de réaliser ses projets. On les a gardé de temps que Fos soit prêt.

ET A LA S.E.M.N. l'embauche de 60 intérimaires de manpower - outre qu'ils étaient pour la Direction des intérimaires surs - ne rentraient-ils pas dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise et tout d'abord d'une récupération de capital en retapant les caravanes en mauvais état ?

Aucun secteur n'échappe à l'utilisation du travail temporaire. Sud-Aviation aurait projeté l'utilisation de 3000 travailleurs temporaires dans les trois années à venir. (ce serait à vérifier)

#### LE TRAVAIL TEMPORAIRE :

SUREXPLOITATION DU PROLETARIAT.

- Au niveau des salaires
- Pas de couverture en cas d'accident du travail
- Pas de 13e mois
- Beaucoup de boites ne sont pas affiliées à une caisse de retraite complémentaire
- Les allocations chômage sont dérisoires, car les boites cotisent à l'URSSAF et aux ASSEDIC, aux taux les plus bas



LE TRAVAIL TEMPORAIRE  
UN MOYEN POUR DIVISER LA CLASSE OUVRIERE

150 intérimaires virés chez Baudet et pas de réaction...!

L'espoir des capitalistes consiste en ce que les travailleurs intérimaires FORMENT UN GROUPE A PART qui ne soit pas solidaire du combat des autres travailleurs et vice versa.

Le contrat de NOTA (boite intérimaire créée par Peugeot et à son service) interdit dans les faits le droit de grève. Faut le faire!

Economiquement l'intérim est un besoin pour la bourgeoisie. Mais son système est si pourri qu'il engendre la révolte, comme par exemple en mai 68. Pour se conserver et c'est le seul souci du capitaliste, il est intéressant pour lui de diviser l'ennemi, la classe ouvrière. Voilà aussi une des explications de la prolifération des boites depuis mai 68. Et quand les ouvriers sont désorganisés, dispersés, ils se battent moins bien.

LE TRAVAIL TEMPORAIRE :  
UN SYSTEME RENTABLE POUR  
LA BOITE UTILISATRICE ET LE NEGRIER

- La boite utilisatrice ne paye pas de charges sociales
- Elle n'a pas de dépenses de gestion : elle n'a pas besoin de personnel pour faire les payes.
- Elle n'a pas de dépenses d'embauche : petites annonces, etc...
- Les sommes versées au négrier passent en frais généraux, donc l'exonération d'impôts sera plus importante.

Pour les négriers, c'est rentable, que ce soit les petits maquereaux de l'intérim ou les trusts comme manpower, avec ses 350 000 employés qu'il loue dans 35 pays. Combien gagne-t-il sur chaque heure de travail ? Et croyez vous qu'ils versent 60% de charges sur les salaires ? Non, simplement 37% ici à St-Nazaire.

Le principe de l'intérim consiste en une utilisation judicieuse du chômage pour accroître l'exploitation sur l'ensemble de la classe ouvrière. CHOMAGE ET IMPERIE FONT-ILS BLISSER LA PRODUCTION ? NON ! Le meilleur exemple est bien celui de Fos-sur-Mer. Avec 4000 gars, on produira plus qu'avec 12 000. Globalement avec tous les licenciements collectifs, la production ne cesse de croître.

La production croît et se passe de nous. Qu'attendons-nous pour en exiger une part ? Qu'on scit au travail ou qu'on en soit rejeté.



Nous avons démontré qu'en système capitaliste, le plein-emploi est impossible.

- Que le chômage réel doit exister en système capitaliste à cause de la nécessité d'avoir sous la main une main-d'oeuvre industrielle lorsque les circonstances économiques s'y prêtent.

- Que le chômage est camouflé sous forme de travail intérimaire, sous forme de travaux inutiles et nuisibles.

Chômage réel et chômage camouflé sont indispensables au système pour durer.

Développer les secteurs inutiles (gadgets, publicité,..etc) ou nuisibles (armement), c'est la seule manière qu'à le système pour diminuer au maximum de ses possibilités le nombre de chômeurs réels. Demander le plein-emploi, c'est donc demander au système de développer ses secteurs, qui ne sont pas utiles aux travailleurs.

Par contre, nous avons aussi démontré que la production va toujours croissante ainsi que la productivité par l'introduction de machines de plus en plus perfectionnées (qu'on se souvienne d'un grand titre de l'Eclair : les robots sur les chaînes, chez Fiat). Cette production existant il est juste d'en exiger une partie, bien que la production nous ait rejeté ou ne veut pas encore de nous.

LA REVENDICATION PREMIERE QUI DECOULE DE CETTE ETUDE N'EST DONC PAS  
LA DEMANDE DU PLEIN-EMPLOI

MAIS

LA GARANTIE D'UN SALAIRE SANS CONTRE PARTIE DE TRAVAIL  
SI ON SE RETROUVE SANS BOULOT, EXIGEONS UN SALAIRE EGAL A CELUI QUE  
NOUS AVIONS EN ACTIVITE

QUI PEUT PAYER CE SALAIRE ?

D'abord y-a-t-il des professions qui ont leurs salaires garantis? Les dockers; S'ils sont 100 jours sans travailler, chaque journée est payée au SMIC. Autrement dit l'emploi et le salaire sont dissociés. Mais c'est un mauvais exemple, car les ressources distribuées sans contre partie de travail ne sont égales qu'au SMIC.

DONC QUI PEUT PAYER ?

- Ce ne sont pas les entreprises intérimaires, ni les entreprises utilisatrices c'est évident !

- L'ETAT PEUT NOUS LE PAYER par l'intermédiaire du fond national pour l'emploi. Gorse, Ministre du travail, déclarait il y a deux mois qu'il était prêt à payer 70% du salaire en cas de licenciement collectif. Avec un bon rapport de force, ne peut-on obtenir 100%... Si le salaire garanti est bien notre revendication. Car le capital ne donne jamais rien sans la lutte des travailleurs.



A nous exiger la totalité de notre salaire antérieur. Puisque notre part existe qu'on nous la donne sous forme de salaire garanti par l'Etat et payé par ses caisses.

Financièrement l'Etat a-t-il la possibilité de nous verser ce salaire garanti ? L'Etat est un organe de répression sur la classe ouvrière. C'est aussi l'organe qui sauvegarde le système capitaliste dans son ensemble par son rôle économique.

XX - Chacun sait qu'aux ports de Nantes et St-Nazaire on a chargé du beurre pour l'URSS à 1,94 kg. Il s'agissait d'exporter 110 000 tonnes d'afin d'éponger un peu les 400 000 tonnes de stocks. L'exportation s'est donc faite à perdre. Qui a subventionné la différence, c'est à dire 8,33 F : l'Etat. Pourquoi ? Parce-que du beurre en France "il y en a trop" ! Et si on mettait les stocks sur le marché les cours s'écrouleraient : autrement dit, les coopératives, les laiteries, les producteurs ne feraient plus "leur beurre" ! L'Etat subventionne donc l'exportation à perte et la destruction pure et simple des marchandises excédentaires. Cela coûtait 1 milliard par jour à l'Etat français en 1969.

IL EXISTE UN MARCHÉ DU TRAVAIL. POURQUOI L'ETAT NE SUBVENTIONNERAIT-IL PAS LES FORCES DE TRAVAIL EXCÉDENTAIRES. LES TRAVAILLEURS EXCÉDENTAIRES VALENT-ILS MOINS QU'UNE MARCHANDISE ?

XX - L'Etat dépense des sommes folles sous formes de subventions aux entreprises pour qu'elles continuent à produire et à réaliser des profits.

- Les Chantiers de l'Atlantique touchent annuellement plus de subventions qu'ils ne distribuent de salaires.

- L'industrie d'armement ne vit que de subventions. Dernier exemple en date, Dassault reçoit des crédits tout frais pour mettre en oeuvre un avion qui coûte dix milliards pièce et qu'il ne vendra pas; puisque le même est fait par les anglo-allemand qui livreront l'appareil à l'OTAN.

- Le France dans quel but a-t-il été construit ? Pour fournir des emplois et distribuer des salaires. Le France perd de l'argent à chaque traversée.

L'Etat fournit donc des subventions pour sauvegarder les profits des entreprises privées. Il fournit des subventions pour faire du nuisible et de l'inutile dans le but d'assurer l'emploi. Car sans emplois pas de profit pour les patrons et pas de salaires pour les ouvriers.

LES PATRONS NE CREENT DES EMPLOIS QUE S'ILS LEURS PERMETTENT DE GAGNER DE L'ARGENT. L'ETAT LUI? LES MULTIPLE POUR EN PERDRE, CAR PERTE D'ARGENT N'EST PAS MORTELLE (surtout quand la planche à billets peut fonctionner librement ; 15 milliard l'an dernier et se sont les données officielles). SANS EMPLOIS PAS DE SALAIRES. SANS SALAIRES PAS D'ACHATS. SANS ACHATS LES CAPITALISTES NE PEUVENT PLUS REALISER LEURS PROFITS... ET C'EST LA CRISE ECONOMIQUE COMME EN 1929. ET CA ILS N'EN VEULENT PAS.



ALORS DEVONS NOUS DEMANDER DES SUBVENTIONS A NOS EXPLOITEURS OU POUR NOUS  
LE SOUS FORME DE SALAIRE GARANTI

Cette garantie des ressources doit-être exigée :

- Par tous ceux que la production ne veut plus : chômeurs, intérimaires.  
Réfléchissons aux paroles de Célyrac, président du CNPF, qui déclarait qu'il ne fal-  
lait pas trop s'alarmer avec la crise du pétrole. Ça signifie que le capital va  
profiter de cette crise pour liquider les secteurs retardataires de l'économie.  
Ça va être la fermeture de petites boites. En plus il va en profiter pour restruc-  
turer ses grands secteurs. Alors combien de chômeurs ? Alors l'intérim va-t-il di-  
minuer ? Alors va-t-on aller s'embaucher chez les CRS, s'engager dans l'armée pour  
lutter contre "l'ennemi intérieur", ou bien va-t-on demander des ressources pour  
vivre puisque la production le permet ?

- Par tous ceux que la production ne veut pas encore : les jeunes des  
CET, qui d'ailleurs reçoivent de plus en plus leur enseignement de prof auxiliaire  
les intérimaires de l'enseignement.

CHOMEURS - CHOMEURS EN SURSIS  
INTERIMAIRES - INTERIMAIRES EN SURSIS

LA PRODUCTION SE PASSE DE PLUS EN PLUS  
DE NOS BRAS POUR SE FAIRE  
CETTE PRODUCTION EXISTE ET AUGMENTE  
SANS CESSER 5 A 6% PAR AN EN FRANCE

Qu'on nous fournisse un emploi ou qu'on ne nous en fournisse pas, nous vou-  
lons des ressources pour acheter une part de cette production.

Plutôt que de demander de l'emploi, de l'emploi, du boulot inutile, parasitai-  
re, nuisible, pourvu que ce soit du boulot, demandons des ressources.

LE PROGRES INSCRIT LE DROIT A LA VIE SUCCEDANT AU DROIT AU TRAVAIL.

Camarades, cette plateforme donne une solution aux problème d'emploi dans les-  
quels nous sommes plongés jusqu'au cou.

Cette solution demande à être discutée.

L'analyse qui l'a rend possible, aussi.

L'Action pour commencer à la faire aboutir doit sortir des propositions de  
chacun.